

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 17/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES DU VAL DE SEINE

21450 Baigneux-les-Juifs

Références : 2023-275
Code AIOT : 0005402030

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2023 dans l'établissement CARRIERES DU VAL DE SEINE implanté La Terrasse Rue de l'Eglise 21450 Baigneux-les-Juifs. L'inspection a été annoncée le 24/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée dans le cadre de la mise à l'arrêt définitif de la carrière, afin de faire le point sur les travaux de remise en état réalisés, ainsi que la procédure de cessation d'activité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DU VAL DE SEINE
- La Terrasse Rue de l'Eglise 21450 Baigneux-les-Juifs
- Code AIOT : 0005402030
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La carrière exploitée par la société CARRIERES DU VAL DE SEINE à Baigneux-les-Juifs était une carrière de roches ornementales, autorisée par arrêté préfectoral du 26/02/2003, pour une durée de 30 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration de fin d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/03/2003, article 42	/	Sans objet
2	Mise en sécurité - Dispositions générales	Code de l'environnement du 26/10/2021, article R. 512-39-1	/	Sans objet
3	Mise en sécurité - Elimination des produits polluants en fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.1.	/	Sans objet
4	Remise en état - Principes	Arrêté Préfectoral du 26/03/2003, article 25.1	/	Sans objet
5	Remise en état - Modalités	Arrêté Préfectoral du 26/03/2003, article 25.2	/	Sans objet
6	Remise en état - Dispositions ministérielles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2.	/	Sans objet
7	Remblayage de carrière - Principes généraux	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3. I.	/	Sans objet
8	Remblayage de carrière – déchets utilisables	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3. II.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Mémoire de remise en état	Code de l'environnement du 26/10/2021, article R. 512-39-3	/	Sans objet
10	Garanties financières	Code de l'environnement du 26/10/2021, article R. 516-5	/	Sans objet
11	Après remise en état	Code de l'environnement du 26/10/2021, article R. 512-39-4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard du dossier de notification de la cessation d'activité du 26/10/2021, des constats réalisés lors de l'inspection du 07/06/2023, et des éléments transmis les 30/06/2023, 05/07/2023 et 10/07/2023, il apparaît que le site a été placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Le procès-verbal de récolement prévu à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement peut donc être établi.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration de fin d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2003, article 42
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au préfet, dans les délais prévus à l'article 4 ci-avant, une notification de fin d'exploitation et un dossier en trois exemplaires comprenant : - le plan à jour de l'installation (accompagné de photographies)- un mémoire sur l'état du site établissant notamment : * l'évacuation des déchets et structures et les conditions d'élimination des déchets polluants, * la mise en sécurité des vestiges de l'extraction, * l'insertion du site dans son environnement et sa destination future.
Constats : L'exploitant a notifié la mise à l'arrêt définitif de la carrière par courrier du 26/10/2021. Un plan topographique en date du 26/10/2021 est joint. Le dossier transmis par l'exploitant indique que la partie de la carrière ayant été exploitée a été remblayée avec les déchets d'extraction, et que la pente naturelle du terrain, telle qu'elle existait avant l'exploitation, a été rétablie. Une couche de terre arable a été mise en place en surface. Seule une partie de la carrière a été exploitée (2 ha 08 a62 ca selon le plan topographique du 26/10/2021), le gisement n'étant pas de bonne qualité, l'exploitant a décidé de cesser l'exploitation de la carrière avant l'échéance de l'autorisation. Seule la partie située à l'est de la carrière a fait l'objet d'extractions, ou a accueilli les infrastructures et le cavalier. Lors de la visite, il est constaté l'absence de déchets et de structures, en particulier : - la partie du cavalier figurant sur le plan topographique du 26/10/2021 a été supprimée : l'exploitant indique avoir régalié les matériaux sur le site, les plus gros blocs ont été placés en dessous des matériaux les plus fins ou utilisés dans le cadre de la constitution de merlons périphériques. - l'aire étanche a été supprimée : selon les déclarations de l'exploitant, il a vidangé le séparateur hydrocarbure qui a été évacué et la dalle en béton a été broyée pour être réutilisée. L'exploitant précise qu'il n'y avait pas de stockage d'hydrocarbures sur la carrière, les hydrocarbures étaient acheminés sur le site uniquement lorsque le plein des engins devait être fait.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mise en sécurité - Dispositions générales

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/10/2021, article R. 512-39-1
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
Constats : I. L'exploitant a notifié la mise à l'arrêt définitif de la carrière par courrier du 26/10/2021. La procédure de cessation d'activité applicable est donc celle en vigueur à cette date.
II. Le dossier transmis et les constats lors de la visite montrent : <p>1° l'absence de produits dangereux (selon les déclarations de l'exploitant, il n'y avait pas de stockage d'hydrocarbures sur le site) et de déchets (le cavalier a été supprimé et le séparateur hydrocarbure a été évacué, la facture a été transmise à l'inspection) ;</p> <p>2° que le site est clos par des grilles à l'entrée et un merlon périphérique le long du chemin d'accès à la carrière depuis la route reliant Baigneux-les-Juifs à Poiseul-la-Ville-et-Laperrière. Il n'est pas clos sur les autres côtés (sud et ouest), cependant il n'existe plus de zone dangereuse sur le site ;</p> <p>3° l'absence de produits combustibles ou explosibles ;</p> <p>4° l'absence de traces de pollution nécessitant une surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mise en sécurité - Elimination des produits polluants en fin d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.1.
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.
Constats : Lors de la visite, il est constaté l'absence de produits dangereux et de déchets sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Remise en état - Principes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2003, article 25.1
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Il notifie l'achèvement de chaque phase de remise en état à la DRIRE, et justifie de la qualité de la remise e état à l'aide de documents probants (plans cotés, photographies...).
Constats : Le site a été remis en état en vue d'un usage agricole, ce qui correspond aux caractéristiques des terrains environnants, ainsi qu'à l'usage futur prévu dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Remise en état - Modalités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2003, article 25.2
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La remise en état progressive du site nécessite la réalisation des dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les déchets d'exploitation sont disposés en fond de fouille, compactés et nivelés,- les stériles de découverte et en dernier lieu la terre végétale sont régales sur le remblai. Les travaux de remblaiement s'effectuent progressivement à l'avancement des travaux d'extraction. En fin d'exploitation, l'ensemble des terrains est nettoyé, les infrastructures sont supprimées.
Constats : Selon le dossier de cessation d'activité du 26/10/2021 et les déclarations de l'exploitant lors de la visite, le remblayage de la carrière a été réalisé en déposant les blocs impropres à la commercialisation en fond de fouille, puis en déversant les stériles issus de la découverte, et les déchets d'extraction les plus grossiers, et enfin, une couche de matériaux « fins » a été étalée en surface. Un passage de broyeur a été effectué afin d'éliminer les plus gros cailloux en surface. Ces remblais ont été compactés par les passages répétés des engins et camions. La pente naturelle du terrain, telle qu'elle existait avant l'exploitation, a été rétablie afin d'assurer la circulation normale des eaux de surface. En dernier lieu, l'exploitant a procédé au dépôt d'une couche de terre arable. Le dossier transmis par l'exploitant faisait apparaître la persistance d'une partie du cavalier de déchets d'extraction, d'une hauteur pouvant atteindre 7 m, mais aussi que l'aire étanche n'avait pas été supprimée. L'inspection a donc indiqué à l'exploitant, par courriel du 10/11/2021, que le cavalier était susceptible de présenter des risques pour les personnes qui fréquenteront le site, et que l'aire étanche devait être supprimée. De plus, cela n'apparaissait pas compatible avec l'usage futur agricole correspondant aux caractéristiques essentielles du milieu environnant prévues à l'article 25.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/02/2003, et à l'usage futur prévu dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter. Lors de la visite, il est constaté que le cavalier et l'aire étanche ont été supprimés. La zone où ils étaient implantés a globalement été ramenée au niveau du terrain naturel, toutefois la couche de terre végétale n'a pas été remise en place sur une surface de l'ordre de 4 000 m ² . Les 30/06/2023 et 05/07/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des photographies montrant la mise en place de terre végétale sur la surface d'environ 4 000 m ² où elle était manquante lors de la visite. Il a également transmis un plan topographique en date du 23/06/2023, montrant que les terrains ont été remblayés jusqu'à la cote du terrain naturel en suivant globalement la pente des terrains adjacents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Remise en état - Dispositions ministérielles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2.
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter. Elle comporte au minimum les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la mise en sécurité des fronts de taille ;- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.
Constats : La carrière a entièrement été remblayée, il n'y a donc plus de front de taille. Par ailleurs, le cavalier a été retiré, il ne subsiste donc plus de zone dangereuse. L'aire étanche et le séparateur hydrocarbures ont été retirés, il ne subsiste donc plus de structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site. La carrière a été remblayée, une couche de terre végétale a été régalée en surface. Le site s'insère de manière satisfaisante dans le paysage autour du site, compte tenu de la vocation agricole ultérieure du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Remblayage de carrière - Principes généraux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3. I.
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Constats : Selon les déclarations de l'exploitant, le remblayage de la carrière a été effectué avec des déchets d'extraction. Il a été effectué avec les éléments de plus grosse granulométrie en fond de fouille et les éléments de granulométrie décroissante en surface. Les terrains ont également été nivelés de manière à ne pas former une cuvette, afin d'assurer un bon écoulement des eaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Remblayage de carrière – déchets utilisables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3. II.
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets utilisables pour le remblayage sont : <ul style="list-style-type: none">- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.
Constats : Selon les déclarations de l'exploitant lors de la visite, seuls des déchets d'extraction de la carrière ont été utilisés, aucun déchet externe n'a été utilisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Mémoire de remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/10/2021, article R. 512-39-3
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment : <ul style="list-style-type: none">1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage. Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75. II. — Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

<p>III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.</p> <p>L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.</p>
<p>Constats : Le dossier de cessation d'activité du 26/10/2021 décrit les mesures mises en œuvre dans le cadre de la remise en état de la carrière. Il conclut que le site ne présente plus de danger lié à l'exploitation.</p> <p>Les constats lors de la visite ainsi que les éléments transmis postérieurement par l'exploitant montrent que le site a été remis en état pour un usage compatible avec un usage agricole. Le procès-verbal de récolement prévu à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement, dans sa version en vigueur à la date de notification de la mise à l'arrêt définitif de la carrière, peut donc être établi.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/10/2021, article R. 516-5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Cessation d'activité</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. – Lorsque le site a été remis en état totalement ou partiellement ou lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 181-45 ou R. 512-46-22, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières, en tenant compte des dangers ou inconvénients résiduels de l'installation. La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées. Le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garantie.</p>
<p>Constats : Au regard des constats lors de la visite, conformément aux dispositions définies à l'article R. 516-5 du code de l'environnement, l'obligation de garanties financières pourra être levée à l'issue de la consultation du maire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 11 : Après remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/10/2021, article R. 512-39-4
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1. En cas de modification ultérieure de l'usage du site, l'exploitant ne peut se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage.
Constats : Il est rappelé qu'en application de l'article R. 512-39-4 du code de l'environnement, à tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45 de ce même code, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet